

## DOSSIER

La France espère  
des jours meilleurs

Pages C 4 et C 5



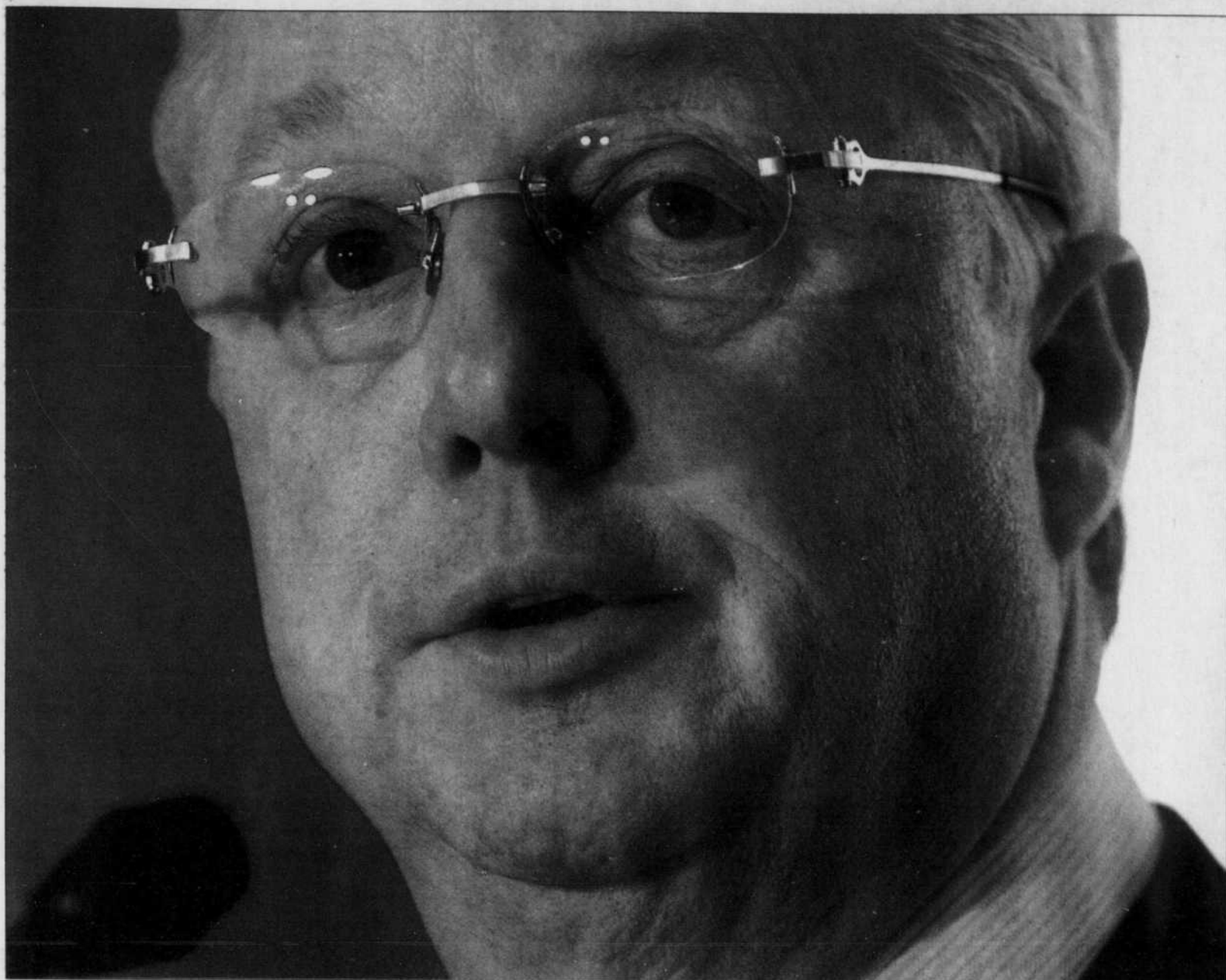
## SPORTS

Chantal Petitclerc,  
porte-drapeau

Page C 8

C A H I E R  
C

## ÉCONOMIE



André Marcheterre, président de Merck Frosst Canada: «Notre industrie locale doit clairement se démarquer, non pas en essayant de faire la même chose que les marchés émergents, mais bien en alignant notre environnement sur le marché concurrentiel des États-Unis.»

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Sciences  
de la vie:  
Montréal  
doit faire  
sa place

CLAUDE TURCOTTE

Les investissements en recherche et développement dans les sciences de la vie font désormais l'objet d'une concurrence internationale féroce. Les projets de recherche de haut niveau se déplacent vers les États-Unis, tandis que les projets de masse (études cliniques, fabrication) vont dans les pays en développement comme la Chine, le Brésil et l'Inde. Y a-t-il une place pour Montréal parmi les leaders mondiaux dans ce domaine? Oui, mais..., répond André Marcheterre, président de Merck Frosst Canada.

«Pour ce faire, notre industrie locale doit clairement se démarquer, non pas en essayant de faire la même chose que les marchés émergents, mais bien en alignant notre environnement sur le marché concurrentiel des États-Unis», affirmait hier M. Marcheterre devant la Chambre de commerce du Montréal métropolitain.

Dans un contexte d'évolution continue de la compétitivité globale, il ne faut surtout pas s'asseoir sur ses lauriers, a prévenu le conférencier. «Je peux facilement vous fournir un exemple de ce qui peut arriver lorsqu'on néglige la vigilance: 40 % des investissements mondiaux en recherche en santé ont migré de l'Europe vers les États-Unis au cours des dernières années à cause de l'environnement concurrentiel en

VOIR PAGE C 7: MERCK FROSST

## Métro de Montréal

Les Québécois  
veulent un  
appel d'offres

ÉRIC DESROSIERS

Une forte majorité de Québécois s'oppose à l'idée d'accorder sans appel d'offres le contrat des nouvelles rames du métro de Montréal.

Près de 70 % des Québécois seraient «en désaccord» (26 %) ou «tout à fait en désaccord» (43 %) pour que le gouvernement du Québec accorde sans appel d'offres le contrat d'environ 1,2 milliard, selon un sondage dévoilé hier et réalisé par la firme SOM pour le compte de la compagnie Alstom. Seulement 25 % des répondants se sont dits, au contraire, «tout à fait d'accord» (11 %) ou «plutôt d'accord» (16 %) avec ce souhait exprimé par son concurrent, la compagnie Bombardier.

Presque que quatre personnes sur cinq ont également dit souhaiter que la technologie choisie pour ce projet soit la plus perfectionnée possible, dans ce sondage téléphonique effectué du 15 au 25 février auprès de 1000 personnes et dont la marge d'erreur est de 4 %, 19 fois sur 20.

«Les résultats de ce sondage, et les nombreuses opinions exprimées sur les ondes des radios et télévisions du Québec au cours des derniers jours, confirment que les contribuables québécois partagent massivement la position d'Alstom», a commenté Pierre Gauthier, président et chef de la direction d'Alstom Canada. Seul un appel d'offres formel et transparent assurera aux contribuables l'accès à la meilleure technologie et aux meilleures conditions de marché.»

## Retombées

Un sondage qui passe totalement sous silence les retombées de ce contrat pour l'économie du Québec et les emplois en jeu à l'usine de Bombardier à La Pocatière n'est pas d'une grande utilité, a commenté le concurrent d'Alstom. «Cela ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà, c'est-à-dire que les Québécois veulent en avoir pour leur argent», a expliqué Hélène Gagnon, directrice principale des affaires publiques au groupe Transport de Bombardier. «La réponse aurait pu être bien différente si l'on avait mis la question en contexte.»

Il aurait fallu, par exemple, selon elle, que l'on interroge les gens sur «la meilleure façon de maximiser les retombées économiques alors que Bombardier est la seule compagnie à avoir la capacité de tout faire au Québec», ou qu'on leur explique qu'une éventuelle entente de gré à gré, entre le gouvernement et Bombardier, pourrait être balisée pour leur garantir un bon usage des fonds publics.

Fait à noter, le sondage était déjà complété lorsque le débat public entre les deux géants du transport ferroviaire pour le contrat de renouvellement des voitures désuètes du métro de Montréal a récemment pris de l'ampleur. Une grande manifestation s'est ainsi tenue dans les rues de La Pocatière, le 5 mars, en

VOIR PAGE C 7: SONDAGE



PETER MORGAN REUTERS

Construction en hauteur à New York. Le marché immobilier pèse lourd dans l'économie américaine. Depuis la fin de la récession à l'automne 2001, la construction résidentielle a compté pour 13 % de la croissance.

L'immobilier freinera  
l'économie américaine

FRANÇOIS DESJARDINS

Si ne s'agit pas d'une bulle généralisée, le marché immobilier des États-Unis montre certainement des signes de plafonnement, a estimé hier le Mouvement Desjardins en prévoyant un atterrissage en douceur qui risque fort d'affecter la croissance américaine. L'impact sur l'économie canadienne serait toutefois limité, a-t-on avancé.

Le marché immobilier pèse lourd dans l'économie américaine. Depuis la fin de la récession à l'automne 2001, la construction résidentielle a compté pour 13 % de la croissance. Quant à la hausse des prix, elle a incité les propriétaires à refinancer leur maison pour rénover, investir et consommer. La maison est devenue un guichet automatique: alors que le prix médian des maisons a grimpé de 13 % l'an dernier, la valeur immobilière convertie en capitaux est passée de 143 à 243 milliards \$US.

La situation semble enfin se calmer. Puisque les prix grimpent moins vite, sauf dans certains secteurs, il en résultera forcément un impact sur les dépenses des ménages, a affirmé l'institution dans une étude. «Étant donné qu'une bonne partie de la croissance économique des dernières années provient de l'essor immobilier, un ralentissement de ce marché risque évidemment d'amener une décélération de l'activité économique américaine», ont écrit les économistes Martin Lefebvre et Francis Généreux.

La croissance moins rapide des prix et la hausse des taux d'intérêt, bien entamée, «de-

vrait appuyer un relèvement de l'épargne des ménages», ont-ils ajouté. «Les ménages devraient ainsi modérer leur consommation, amenant une baisse de cadence de la croissance économique et, conformément à nos scénarios, un léger ralentissement qui devrait culminer en 2007.»

## Impact au Canada

Plusieurs économistes ont évoqué le risque qu'un ralentissement immobilier américain représenterait pour l'économie canadienne, dont environ 85 % des exportations sont destinées aux États-Unis. Il n'est pas sûr que ce ralentissement ait un impact très important pour le Canada, a cependant estimé M. Lefebvre. «Évidemment, si les dépenses des ménages américains diminuent un peu, ils seront moins portés à importer du Canada. [...] Il y aurait probablement un impact, mais ce qu'on remarque, c'est que la croissance ici est de plus en plus orientée sur la demande intérieure», a-t-il dit lors d'un entretien.

Les tendances que font ressortir les auteurs sont éloquentes. Par exemple, la valeur réelle des maisons a augmenté de 86 % de 1890 à 2005. Or la majeure partie de cette hausse s'est produite au cours des dix dernières années. «La dernière appréciation aussi marquée du secteur immobilier remonte à 1979 et, si l'on tient compte de l'inflation, elle n'a jamais été aussi rapide», ont-ils dit. De plus, le crédit a rarement été aussi facile. De 1990 à

VOIR PAGE C 7: FREIN

Marcel Dutil  
lâche  
le contrôle  
de Canam

GÉRARD BÉRUBÉ

Le président du conseil, président et chef de direction du Groupe Canam lâche le contrôle de l'entreprise qu'il a fondée. Marcel Dutil a annoncé hier la conversion de ses actions à droits de vote multiples en action subalterne et la disparition de cette structure de capital à double action ordinaire. Si la proposition est acceptée, Canam n'aura plus d'actionnaire de contrôle.

D'autres l'ont fait avant lui. Ce fut le cas d'Éric Dupont, fondateur des Laboratoires Æterna, en mai 2003, un geste imité en février 2004 par l'un des frères-fondateurs de Gilman. Invocant les principes de bonne gouvernance et l'objectif de valorisation de l'avenir des actionnaires, Marcel Dutil a précisé hier qu'il soumettra à l'assemblée annuelle du 26 avril une proposition visant à convertir ses actions à droits de vote multiples en actions de classe A, à droit de vote simple. Si la proposition est retenue, «la structure de capital de Canam ne prévoira plus d'actions multivoitantes», et les actions subalternes de classe A seront redésignées actions ordinaires, a précisé l'entreprise beauceronne dans son communiqué.

## Actions de classe C

Dans la foulée, M. Dutil pourra liquéfier ses actions de classe C selon un ratio de conversion d'un peu plus de 0,26 pour 1. Ce ratio, adopté par le conseil d'administration le 10 mars dernier, vient accorder une valeur marchande à ces actions renfermant une prime, a souligné Louis Guertin, vice-président aux affaires juridiques et secrétaire du Groupe Canam. «Ce changement de structure de capital amènerait M. Dutil à renoncer à son droit antidilution qui lui permet de maintenir sa position de contrôle comme actionnaire de Canam», prend-on soin d'ajouter dans le communiqué.

Marcel Dutil détient présentement sept millions d'actions de classe C (auxquelles sont rattachés cinq droits de vote par action), qui deviendront 1,85 million d'actions subalternes de classe A au plus tard le 15 décembre prochain et s'ajouteront aux 9,67 millions d'actions subalternes qu'il possède. À l'heure actuelle, ce portefeuille lui confère 22,7 % des actions de classe A en circulation mais 57 % de l'ensemble des droits de vote. Lorsque la transformation sera complétée, il retiendra 24 % des actions ordinaires et des droits de vote. Ce dernier calcul tient compte d'une conversion de 27 millions de dollars de débetures convertibles le 1<sup>er</sup> mai prochain, a ajouté Louis Guertin.

Si le tout est complété, Marcel Dutil restera le principal actionnaire de Canam, mais l'entreprise n'aura pas d'actionnaire de contrôle, a précisé M. Guertin. Le vice-président chiffre à 3,8 % l'effet de dilution pour les détenteurs d'actions classe A. «Ce n'est pas énorme!», a-t-il lancé, ce qui confirme le marché boursier, qui a accueilli favorablement la

VOIR PAGE C 7: DUTIL

LE MARCHÉ BOURSIER

Main market data table with columns for TITRE, VOLUME, HAUT, BAS, and various financial metrics. It is organized into sections A through J.

TORONTO

Ces titres, transigés hier, sont présentés en ordre alphabétique et leur valeur est exprimée en dollars canadiens. Les lettres a et b différencient les catégories d'actions ordinaires sans droit de vote à la date de vote subalterne...

Table showing market indices: TORONTO (11 973,25), NEW YORK (11 151,34), DOLLAR (86,46 €us), and OR (551,70 \$us).

LES COTES

Table of exchange rates for various currencies including African, Arab, Australian, and others.

COUP D'ŒIL



La Bourse de Toronto

Table listing various market indices and their values, such as Standard & Pooors TSX, Canadian Smallcap, and 60 Index.

Canadian Venture

Table showing S&P CDNX index value: 68299 2592.85 +3.92 0.2

Le Marché Américain

Table listing various US market indices and their values, including 30 Industrielles, 20 Transport, and 15 Services publics.

Les plus actifs de Toronto

Table listing the most active companies in Toronto, including SR TELECOM, ZENON, and NORTEL NETWORKS.

Les plus actifs du Canadian Venture

Table listing the most active companies in the Canadian Venture market, including CARPATHIAN GOLD and FALCON OIL & GAS.

Advertisement for decisionplus.com, featuring a line graph and contact information: Procurez vous une Vision du marché boursier. Téléphone: (514) 392-1366.

# ÉCONOMIE



## Mega Bloks supprime plus de 300 emplois

Une partie de la production sera transférée en Chine

Mega Bloks regroupe ses activités avec celles de Rose Art Industries, une compagnie américaine acquise en juillet dernier, ce qui se traduira par la suppression de plus de 300 emplois ainsi qu'une délocalisation vers la Chine de certaines activités de production.

Les mesures annoncées hier entraîneront l'élimination de 200 emplois permanents et à temps partiel à Woodbridge, au New Jersey, où sont présentement

réalisées des activités de production et de distribution chez Rose Art. Un total de 150 autres emplois seront également supprimés à Eugene, en Oregon, ainsi qu'à Lafayette, en Indiana.

Les activités canadiennes de distribution seront consolidées à l'usine de Montréal, ce qui se traduira par la perte de 35 emplois au centre de distribution de l'arrondissement Lachine, au sud-ouest de Montréal.

La direction de l'entreprise a précisé que toutes les activités de production touchées par ces mesures seront transférées à l'usine de Rose Art située à Shenzhen, en Chine, ainsi qu'auprès d'un réseau existant de fournisseurs chinois de Mega Bloks.

La distribution nord-américaine de tous les produits fabriqués en Chine sera consolidée dans de nouvelles installations à Tacoma, dans l'État de Washington, ce qui créera 75 nouveaux postes.

Au total, ces mesures entraîneront la suppression de 385 emplois dans les installations nord-américaines. Cependant, compte tenu des 75 postes créés à Tacoma, la perte nette d'emplois est de 310.

Mega Bloks a acquis Rose Art pour 355 millions en juillet 2005.

Presse canadienne

## Pas de nouvelle enquête chez Nortel

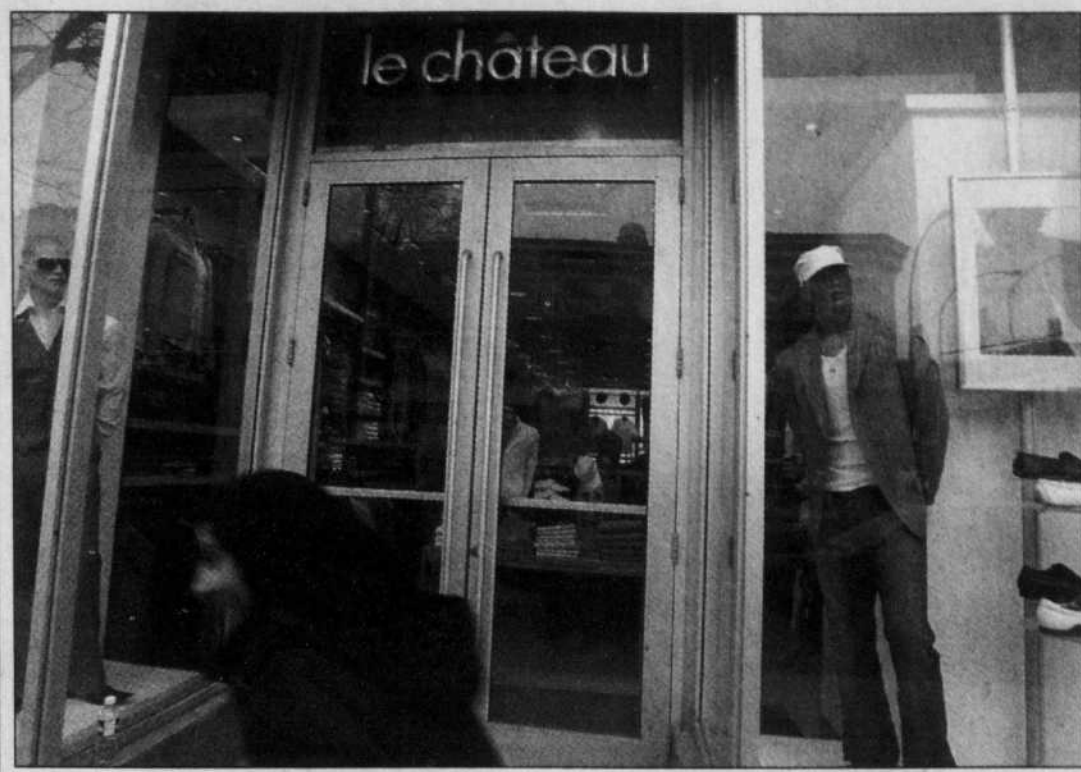
Toronto — Nortel Networks Corp. assure qu'elle n'a pas ouvert une enquête sur de possibles irrégularités en procédant au redressement de ses résultats des dernières années.

Dans un communiqué émis hier, la compagnie explique qu'elle souhaite qu'il soit clair que ses vérificateurs internes et externes n'ont pas entrepris d'investigation pour savoir si une conduite inappropriée est associée à la nécessité de procéder au plus récent redressement qu'elle a annoncé il y a quelques jours. Les révisions annoncées sont liées à un examen exhaustif entrepris dans le cadre de mesures visant à régler des carences au chapitre des contrôles internes, a indiqué Nortel dans son communiqué.

Vendredi dernier, le géant canadien des télécommunications a annoncé qu'il procédait à un redressement important de ses résultats financiers de 2003, 2004 et des neuf premiers mois de 2005 et que cette démarche allait retarder le dépôt de son rapport annuel de 2005 au moins jusqu'à la fin avril.

Nortel a par ailleurs annoncé, également la semaine dernière, qu'elle avait inscrit une perte de 2,21 milliards \$US à ses livres du quatrième trimestre 2005, en raison, principalement, de recours collectifs intentés contre elle par des actionnaires. Nortel subit encore les contrecoups d'un scandale de nature comptable.

Presse canadienne



La chaîne Le Château possède 185 magasins, dont 180 sont situés au Canada et cinq dans la région de New York.

## Le Château révisé ses options stratégiques

L'action de la chaîne de magasins Le Château a grimpé de 15,5 % hier matin après que l'entreprise ait annoncé qu'elle évaluera dorénavant diverses options stratégiques, notamment la vente de la société, pour accroître sa valeur.

La valeur des parts de l'entreprise a grimpé de 7,45 \$ pour se chiffrer à 55,35 \$ chacune à la Bourse de Toronto, et ce, après avoir atteint un sommet de 55,75 \$ un peu plus tôt. Les actions de Le Château s'échangeaient à environ 24,71 \$ lors des 12 derniers mois.

Outre la vente, l'entreprise envisage aussi les possibilités de regroupement d'entreprises ou la restructuration de son capital. La société a retenu les services de Marchés de Capitaux Genuity comme conseiller financier pour l'aider dans l'évaluation et l'examen de ces options.

Herschel H. Segal, président du conseil et chef de

la direction de Le Château, explique que compte tenu de la solidité financière de l'entreprise, de sa bonne rentabilité et de son potentiel de croissance, le conseil estime que le moment est bien choisi pour entreprendre une révision complète des options stratégiques et financières avant de conclure ses projets de croissance pour les années à venir.

Le Château est un détaillant spécialisé offrant des vêtements, des chaussures et d'autres accessoires vendus exclusivement par l'entremise des 185 magasins de détail de la société. Tous ces magasins sont situés au Canada, à l'exception de cinq dans la région de New York. Pour la période de neuf mois qui s'est terminée le 29 octobre 2005, les ventes de l'entreprise ont augmenté de 17,7 % à 198,8 millions. Son bénéfice net s'est accru de 56,5 % pour atteindre 17 millions.

Presse canadienne

## Pétro-Canada et Gazprom s'allient en Russie

KARINE FORTIN

Pétro-Canada et Gazprom ont laissé savoir hier qu'elles s'étaient entendues afin de construire en Russie une usine de liquéfaction du gaz naturel dont la production sera destinée au futur terminal méthanier de Gros-Cacouna, au Québec.

L'établissement situé en bordure de la mer Baltique, près de Saint-Petersbourg, devrait coûter environ 1,5 milliard \$US. Il pourrait être inauguré dès 2010, ont indiqué les deux compagnies, qui entreprennent ces jours-ci les études préparatoires.

«C'est un partenariat gagnant-gagnant pour Pétro-Canada et Gazprom», a insisté le p.-d.g. de la pétrolière canadienne, Ron Brenneman, lors d'une conférence téléphonique. Gazprom gagnera un accès facile au marché nord-américain. Pétro-Canada s'assure pour sa part le gaz nécessaire aux activités de son premier terminal méthanier, a-t-il expliqué.

Les modalités de l'entente liant les deux entreprises n'ont pas encore été négociées, mais selon M. Brenneman, il s'agit vraisemblablement d'une coentreprise à parts égales.

Pétro-Canada songeait depuis deux ans à se doter d'une usine sur la Baltique. Elle a confirmé hier que l'établissement pourrait produire environ 500 millions de mètres cubes de gaz par jour, soit suffisamment pour faire fonctionner le terminal de Gros-Cacouna. Ce projet conjoint de Pétro-Canada et TransCanada est évalué à 500 millions. Si tout se déroule comme prévu, les promoteurs obtiendraient le feu vert des autorités d'ici la fin

de l'année. L'usine devrait entrer en service à la fin de 2009.

Une assurance

«L'assurance d'un approvisionnement est certainement une composante importante de tous les projets de ce type», a fait valoir M. Brenneman. Des analystes estiment d'ailleurs que la concurrence pour des fournisseurs sera fatale à certains projets de terminaux méthaniers.

Plusieurs plans sont actuellement à l'étude en Amérique du Nord, dont un deuxième au Québec, le projet Rabaska, défendu par Gaz Métro, Enbridge et Gaz de France. D'autres sont envisagés à Terre-Neuve, en Nouvelle-Écosse ainsi que sur les côtes est et ouest des États-Unis.

Une porte-parole de Pétro-Canada a reconnu hier que Pétro-Canada n'avait pas signé de clause d'exclusivité avec Gazprom et qu'elle pourrait éventuellement tenter de dénicher d'autres partenaires ailleurs.

Les pratiques commerciales de Gazprom, qui a récemment coupé le gaz à une partie de l'Europe en raison d'un différend avec l'Ukraine, ne semblent pas trop inquiéter Pétro-Canada. «Nous menons nos affaires en considérant l'avenir et non le passé», a-t-elle confié.

Actuellement, le gaz vendu au Québec et en Ontario provient entièrement des puits de l'Ouest canadien. Il est acheminé par gazoduc vers le continent. Les promoteurs des terminaux méthaniers affirment que la diversification des sources d'approvisionnement serait avantageuse pour les consommateurs puisqu'elle créerait une pression à la baisse sur les prix.

Presse canadienne

## Les exportations vers la Chine ont plus que triplé de 1998 à 2004

Ottawa — Les exportations canadiennes à destination de la Chine ont plus que triplé de 1998 à 2004, ayant dépassé sept milliards \$US et affiché un taux de croissance annuel moyen de 21 % durant la période.

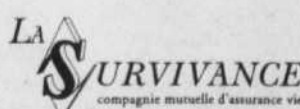
Hier, dans un rapport exhaustif sur le créneau des exportations canadiennes vers la Chine, Statistique Canada souligne que bien que plus des quatre cinquièmes de nos exportations annuelles soient destinées aux États-Unis, la Chine est devenue le quatrième marché en importance pour ce qui est des exportations canadiennes, derrière les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni.

Les principales sources de croissance des importations chinoises en provenance du Canada ont été les matières brutes, secteur dont l'essor a été mené par la hausse des ventes de pâte de

bois, de métaux et d'engrais, relève l'agence fédérale canadienne. Les importations chinoises de matières brutes canadiennes ont plus que triplé depuis 1998 (jusqu'en 2004), représentant près du tiers de la croissance totale des exportations canadiennes vers la Chine.

Statistique Canada a précisé que le Canada fournit des ressources naturelles à la Chine puisque la plupart des entreprises canadiennes ne se spécialisent pas dans la fabrication de machines ou de composants que les usines chinoises assemblent pour fabriquer des produits finis. En conséquence, ces types de produit ne constituent pas des sources appréciables d'importations chinoises en provenance du Canada, a ajouté l'agence.

Presse canadienne



### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

Avis est par les présentes donné que l'assemblée générale annuelle des membres de La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance vie sera tenue à l'Hôtel des Seigneurs de Saint-Hyacinthe, 1200 rue Johnson, le 6 avril 2006, à 11 heures aux fins de :

- recevoir les états financiers de la compagnie pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2005 ainsi que le rapport des vérificateurs;
- élire des administrateurs;
- nommer les vérificateurs et autoriser le conseil d'administration à établir leur rémunération;
- traiter de toute autre question qui pourrait être régulièrement soumise à l'assemblée.

Le Secrétaire,  
M<sup>e</sup> René R. Poitras

Saint-Hyacinthe, le mercredi 15 mars 2006.

Solidité et Service

www.lasurvivance.com

## Dîners d'affaires



«Un bar à tapas digne de ce nom, 40 variétés de petits amuse-gueule ou de petites assiettes constituées de mille et un secrets...»

Philippe Mollé

### MENU DU MIDI

Choix de:

Tapa du jour • Soupe du jour • Salade mixte  
Sandwich du jour 12 \$  
Plat du jour 15 \$  
Paella à la Tapeo 16 \$

Mardi au vendredi de 12 h à 15 h et de 17h30 à 23 h  
Samedi de 17h30 à 23h  
Dimanche fermé (à l'exception de groupes) - Lundi fermé Stationnement

511 Villeray, Montréal 495-1999 www.restotapeo.ca

## Tournée de présentation du budget 2006-2007



Conférencier  
**Michel Audet**  
Ministre des finances du Québec

Chambre de commerce de Montréal métropolitain  
Board of Trade of Metropolitan Montreal

En collaboration avec :

journal montreal  
Votre quotidien

RSM Richter

TELUS

### Déjeuner-causerie hors série



Vendredi 24 mars 2006  
de midi à 14 h  
Hyatt Regency Montréal  
1255, rue Jeanne-Mance

Réservations  
www.cmm.qc.ca/tribunes  
(514) 871-4000, poste 4001

Billet(s)  
Membres : 65 \$ Non-membres : 95 \$  
Taxes en sus

## estiatorio Milos

Rapide  
Succulent

Lunch  
20<sup>06</sup>\$

ATHÈNES • NEW YORK • MONTRÉAL  
www.milos.ca 5357 avenue du Parc 514.272.3522

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez  
Micheline Ruelland au 514-985-3457 ::::: mruelland@ledevoir.com

# ÉCONOMIE

Les Français conviennent aujourd'hui de la nécessité de procéder à des changements. Le problème est qu'ils n'arrivent pas à s'entendre au sujet des changements requis et que le gouvernement, comme les syndicats et les autres organisations de la société civile, ne fait rien pour les aider.



Manifestation à Paris contre le CPE. Pour leurs nombreux opposants, le CNE et le CPE ne contribueront qu'à marginaliser un peu plus des travailleurs déjà désavantagés. Pour leurs partisans, ils ne constituent que de bien timides premiers pas.



Un travailleur d'une usine Renault



Le premier ministre Dominique de Villepin

Le problème numéro un de la France reste le manque de souplesse du marché de l'emploi

Les Français ont les «bleus». Leur croissance économique est poussive, le taux de chômage a du mal à rester sous la barre des deux chiffres et on craint d'être en voie de rater le virage de la mondialisation. Comme chez les «cousins d'Amérique», on jongle avec toutes sortes d'idées de réforme, à commencer par la création de grappes industrielles, la mise en branle d'une «réingénierie» de l'État et la création de CPE. Ces idées s'attirent surtout de l'opposition, les gens craignant qu'elles ne compromettent leur «modèle» économique et social.

### ÉRIC DESROSIERS

Paris — Dans les rues de la capitale française, les gens se serrent dans leurs manteaux et marchent tête baissée d'un pas pressé vers on ne sait quel endroit où il fera meilleur. Par les temps qui courent, l'humeur des Français est à l'image de leur saison hivernale, c'est-à-dire grise et froide. «Vous l'avez peut-être remarqué, mais il y a beaucoup de morosité dans l'air», raconte un inconnu attiré par l'accent québécois, qui évoque pour lui un pays de Coçagne. «C'est à cause des politiciens qui ne font rien et des syndicats qui sont toujours contre tout. Il faut dire que les patrons ne sont pas mieux non plus. Et puis, il y a les Chinois.»

Ce passant parisien n'est pas le seul à avoir le moral en berne. Les plus récents sondages rapportent que les trois quarts des Français sont pessimistes quant à l'avenir de leur économie. Dans les librairies, on ne compte plus les livres qui annoncent le déclin de la France.

Cette semaine-là, dans les journaux, on pouvait lire que la croissance économique n'a finalement été que de 1,4 % au pays en 2005, une déception par rapport aux 2,1 % enregistrés l'année précédente et à la moyenne de 2,6 % dans les pays du G7, mais un score quand même meilleur que le lamentable 0,9 % de 2003. On apprendait que les résultats sur le front de l'emploi n'avaient guère été plus brillants avec un total net de 64 800 emplois créés en 2005, contre 275 000 emplois dans une économie deux fois plus peuplée que le Canada. Pour mal faire, le taux de chômage, qui était passé sous le cap des 10 % l'année dernière, était apparemment de nouveau à la hausse au mois de janvier, passant de 9,5 à 9,6 %.

Au même moment, la cote du gouvernement de Dominique de Villepin était en chute libre. Il était entre autres victime de la tempête déclenchée par sa nouvelle idée de CPE, qui n'a rien à voir avec les

centres de la petite enfance du Québec mais qui signifie plutôt «contrat première embauche» et qui vise à assouplir les règles de l'emploi afin de faciliter l'entrée des jeunes sur le marché du travail.

«Ça va mal», résume Patrick Artus, directeur en France des études économiques à la Caisse de dépôt et consignation Ixis. «Certains pays d'Europe, comme l'Allemagne, ont décidé de faire ce qu'il fallait pour améliorer leur position concurrentielle face aux marchés émergents afin d'augmenter le volume de leurs exportations. D'autres, comme l'Italie ou l'Espagne, ont choisi de développer l'offre de services sur leur marché intérieur. La France est le seul pays à n'avoir adopté aucune stratégie claire dans un sens ou dans l'autre, ce qui nous amène à être aussi mauvais que l'Allemagne dans les services et aussi mauvais que l'Italie au chapitre des exportations. Il faudra bien un jour que quelqu'un ait le courage de dire aux Français qu'ils devront rompre avec leurs habitudes.»

### Les grappes au secours de la France

À voir le succès que connaissent les plus grandes entreprises françaises, comme Total, Axa, Carrefour, Peugeot-Citroën, Alstom ou Saint-Gobain, on serait porté à croire que la situation n'est quand même pas si terrible, affirme M. Artus. Ce serait oublier que ces sociétés, comme n'importe quelles multinationales, font 80 % de leur chiffre d'affaires, 75 % de leurs investissements, 80 % de leur profit et 60 % de leurs embauches à l'étranger.

Le problème, poursuit l'économiste, se situe donc du côté des PME, où se trouve, en France comme ailleurs, la majorité des emplois du secteur privé. De ce côté, les entreprises sont loin d'avoir pris le virage de la mondialisation des marchés alors que 95 % d'entre elles comptent tous leurs clients dans un cercle d'à peine 20 kilomètres.

Cela s'explique notamment par la difficulté qu'elles éprouvent à passer du stade des petites entreprises à celui d'entreprises de

taille moyenne qui compteraient 200 employés, par exemple. Championne européenne en matière de croissance des exportations, l'Allemagne compte ainsi 280 000 entreprises de taille moyenne, contre seulement 90 000 en France. Si le taux de survie d'une PME est grosso modo le même en France qu'aux États-Unis, les survivantes, au cours de cette période, auront vu leurs effectifs ne croître en moyenne que de 15 % en France alors qu'ils auront plus que doublé chez leurs vis-à-vis américains.

Ce problème de croissance est notamment attribuable à la rareté du capital de risque et à son effet considérable sur la capacité des entreprises d'investir en recherche et développement, disent les experts. Le niveau d'investissement de R&D en entreprise s'élève ainsi à environ 1,4 % du PIB en France, comparativement à 1,8 % en Allemagne, 2 % aux États-Unis et 3,5 % en Suède.

Pour contribuer à remédier à la situation, le gouvernement français a récemment eu l'idée de créer des «pôles de compétitivité» qui rassemblent beaucoup aux grappes industrielles du Québec. «L'objectif est de créer des synergies pour que les entreprises se regroupent et apprennent à travailler ensemble», explique François Loos, ministre délégué à l'Industrie. Ces pôles bénéficieront d'une aide financière de l'État ainsi que de la tenue de forums de financement qui mettront en contact les entrepreneurs et les investisseurs privés, explique le ministre, qui présidera à la fin du mois une mission économique au Canada visant notamment à mettre en contact des pôles français et des grappes québécoises.

«Cela m'apparaît une bonne idée», commente Pascal Aubert, directeur adjoint de la rédaction au quotidien économique La Tribune. «Ce modèle a donné d'assez bons résultats en Allemagne et en Italie. Mais on aurait peut-être que le gouvernement aurait ciblé cinq ou six secteurs forts sur lesquels concentrer ses efforts. Au lieu de cela, il a organisé un grand concours dans lequel on lui a sou-

mis 110 projets de pôles. Il en a retenu 69... pour le moment. Il dispose pour cela d'une enveloppe totale d'à peine quelques centaines de millions d'euros par année. C'est absurde et c'est l'échec assuré.»

### «Réingénierie» de l'État à la française

Il faut dire que les pouvoirs publics manquent cruellement d'argent. La dette publique dépasse maintenant 65 % du PIB et le déficit défonce presque à tous les ans la limite de 3 % du PIB fixée par le pacte de stabilité de la zone euro. Le gouvernement a beau promettre de réduire son train de vie, il n'a réussi, depuis 20 ans, qu'à augmenter de presque 25 % les effectifs du secteur public, au point où on y retrouve aujourd'hui un travailleur sur quatre en France.

Une grande réforme des règles de présentation et d'adoption du cadre budgétaire de l'État a commencé à s'appliquer au début de l'année. Sorte de «réingénierie» de l'État à la mode française, la LOLF («loi organique relative aux lois de financement») recense les budgets sur les missions à accomplir et s'accompagne d'indicateurs de performance. En plus de permettre une meilleure transparence et de confier aux parlementaires un plus grand droit de regard sur les finances publiques, cette réforme a pour objectif d'accorder une plus grande liberté d'action aux administrateurs dans la façon d'offrir les services publics en échange d'une plus grande imputabilité.

Malgré les grandes ambitions de la LOLF et le fait qu'elle ait été exceptionnellement appuyée par les partis de droite comme de gauche, personne ne cache son scepticisme. «On nerra bien si, cette fois, on réussira à aller au-delà de la simple réforme technocratique», dit Pascal Aubert.

### La bataille des CPE

Mais le problème numéro un de la France reste le manque de souplesse du marché de l'emploi, estime plusieurs observateurs. «Les patrons français préfèrent refuser une commande plutôt que de devoir embaucher», dit Patrick Artus. Non

parce que le salaire des employés est trop élevé mais à cause des nombreuses charges sociales et des multitudes tracasseries administratives qui vont de pair avec l'embauche de nouveaux employés et surtout à cause du coût et de la grande difficulté de licencier des gens. «On a recours aux tribunaux chaque fois qu'une usine ferme, déplore l'économiste. Les employeurs doivent chaque fois verser de fortes indemnités. On les force même parfois à reprendre les employés congédiés.»

Le problème serait particulièrement criant dans le secteur des services, où la demande justifierait pourtant la création de deux millions d'emplois supplémentaires. «Vous essayez de trouver un plombier à Paris. Le mien ne cesse de se plaindre d'avoir trop de travail. En même temps, il ne veut rien savoir d'engager quelqu'un pour l'aider. Il dit qu'il a déjà essayé et qu'on ne l'y prendrait plus», raconte Patrick Artus. On a beaucoup parlé du plombier polonais durant le référendum sur la Constitution européenne. Le peut vous dire que j'aimerais ça, moi, pouvoir trouver un plombier polonais lorsque j'en ai besoin!»

Afin d'assouplir un peu les règles du marché du travail, le gouvernement Villepin a inventé, l'année dernière, le «contrat nouvelle embauche» (CNE) s'appliquant aux entreprises de moins de 20 salariés et essaie maintenant de récidiver avec le «contrat première embauche» (CPE), qui s'appliquerait aux jeunes travailleurs de moins de 26 ans. Dans les deux cas, il s'agit d'encourager les entreprises à embaucher plus d'employés en leur offrant la sécurité d'emploi et de fortes indemnités en cas de licenciement.

Pour leurs nombreux opposants, le CNE et le CPE ne contribueraient qu'à marginaliser un peu plus des travailleurs déjà désavantagés. Pour leurs partisans, ils ne constituent que de bien timides premiers pas. Les experts rappellent quant à eux qu'on en serait au moins à la 36<sup>e</sup> réforme du genre depuis 20 ans et qu'on compterait déjà, au bas mot, 2550 formes d'aide différentes à l'embauche. «On a l'art de se compliquer les choses en matière de règles d'embauche», observe Pascal Aubert.

### Consensus et concertation

Il semble assez difficile de croire que les Français puissent acquiescer à un tel degré d'intégration politique alors qu'ils viennent tout juste de refuser un projet de constitution européenne bien plus modeste. Jean-Paul Fitoussi croit quand même qu'on pourrait les convaincre si on leur expliquait que c'est la seule façon de préserver un modèle économique et social dans lequel ils se reconnaissent.

### Une question de souveraineté

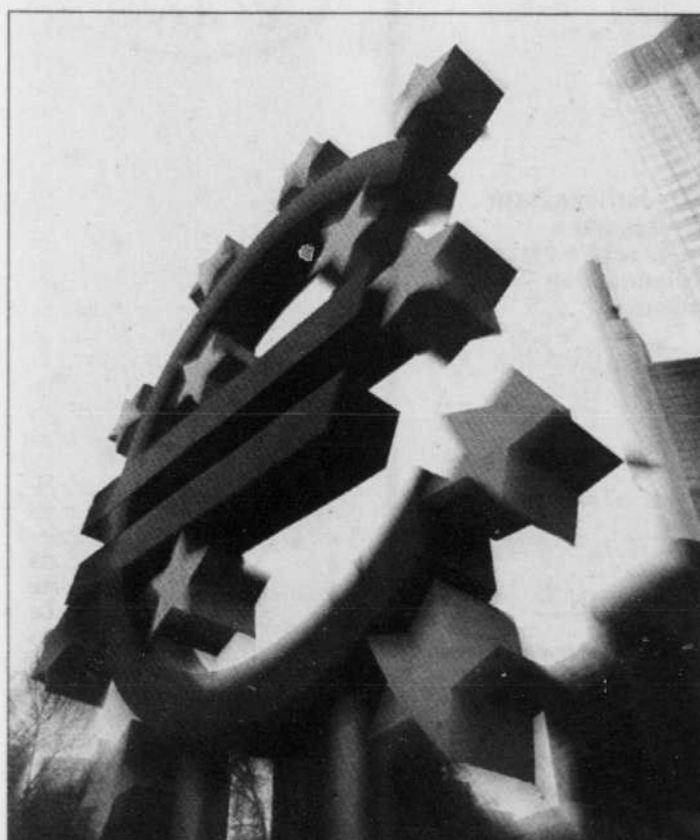
Toutes ces réformes structurelles visent à améliorer la compétitivité des entreprises, à accroître l'efficacité de l'État et à assouplir le marché de l'emploi sont bien belles mais ne suffiront pas à changer le sort économique de la France, pense Jean-Paul Fitoussi, président de l'Observatoire français des conjonctures économiques et éditorialiste au quotidien Le Monde. «Ces histoires d'amélioration de la compétitivité internationale s'appliquent surtout à de petites économies qui sont très dépendantes du commerce extérieur, comme le Danemark ou les Pays-Bas, pas à de grandes économies comme la France ou l'Allemagne, qui dépendront toujours, pour l'essentiel, de leurs marchés intérieurs.»

De ce point de vue, dit M. Fitoussi, «il est très difficile de séparer la France du reste de l'Europe» et de ne pas remarquer que cette dernière est victime d'une sorte de «paralyse de la décision». Le fait qu'on se soit donné, dans les pays de la zone euro, une banque centrale, donc une politique monétaire commune, ainsi que des règles budgétaires strictes avec le pacte de stabilité fait en sorte que les Européens ne peuvent plus compter sur les mêmes politiques conjoncturelles que les autres économies. Il est par exemple aberrant, selon lui, que personne en Europe n'ait pas pu donner d'impulsion budgétaire en réponse aux nombreux chocs économiques conjoncturels qui se sont produits depuis 2000, à commencer par l'éclatement de la bulle technologique, les attaques du 11 septembre 2001 ou de nombreux désastres climatiques.

«Le problème», dit Jean-Paul Fitoussi à propos du projet européen, est qu'on s'est arrêté à mi-chemin entre la souveraineté nationale et l'intégration européenne et qu'on a maintenu les inconvénients des deux systèmes. La solution, pense-t-il, n'est pas de tenir un retour en arrière mais de prendre conscience de la nécessité de la création d'une sorte de «gouvernement central européen».

### Le Devoir

«Bizarrement, ça ne va pas encore si mal que cela en France. Je ne voudrais pas être pessimiste, mais ça me paraît mal barré», conclut Pascal Aubert.



Le fait qu'on se soit donné, dans les pays de la zone euro, une banque centrale, donc une politique monétaire commune, ainsi que des règles budgétaires strictes avec le pacte de stabilité fait en sorte que les Européens ne peuvent plus compter sur les mêmes politiques conjoncturelles que les autres économies.

«Le problème», dit Jean-Paul Fitoussi à propos du projet européen, est qu'on s'est arrêté à mi-chemin entre la souveraineté nationale et l'intégration européenne et qu'on a maintenu les inconvénients des deux systèmes. La solution, pense-t-il, n'est pas de tenir un retour en arrière mais de prendre conscience de la nécessité de la création d'une sorte de «gouvernement central européen».

«Le problème», dit Jean-Paul Fitoussi à propos du projet européen, est qu'on s'est arrêté à mi-chemin entre la souveraineté nationale et l'intégration européenne et qu'on a maintenu les inconvénients des deux systèmes. La solution, pense-t-il, n'est pas de tenir un retour en arrière mais de prendre conscience de la nécessité de la création d'une sorte de «gouvernement central européen».

### Le Devoir

«Bizarrement, ça ne va pas encore si mal que cela en France. Je ne voudrais pas être pessimiste, mais ça me paraît mal barré», conclut Pascal Aubert.

«Nous avons tellement diminué le nombre d'heures travaillées que, mécaniquement, nous avons augmenté la productivité par heure travaillée. Mais le drame est que le nombre d'heures travaillées est insuffisant.»

## Le paradoxe français

### ÉRIC DESROSIERS

Paris — On ressort la statistique chaque fois que l'on veut cloquer le bec à quelqu'un qui critique trop algèbrement le modèle économique français.

«Vous savez que la France est l'un des pays qui ont la plus forte productivité par heure travaillée au monde», suffit-il de laisser tomber pour couper court à la discussion et pour que soudainement l'on se mette à rêver d'une société qui aurait découvert la façon de concilier les impératifs de compétitivité économique avec le confort de la semaine de travail de 35 heures, des cinq semaines de congés payés, des 11 jours fériés et autres «sponts» qui aident à la proverbiale «joie de vivre» des Français.

Résultat de la division du produit intérieur brut (PIB) par le nombre total d'heures travaillées dans une économie, la productivité horaire est l'une des mesures du degré de compétitivité des pays. Selon les statistiques, le PIB par heure travaillée de la France dépassait de 7 % celui des États-Unis en 2002. Cette avance était de 16 % sur l'Allemagne, de 26 % sur la Suède, de 23 % sur le Canada et de 49 % sur la moyenne des pays de l'OCDE.

«L'explication de ce paradoxe est fort simple», dit Pierre-Mathieu Duhamel, directeur du Budget au ministère français des Finances. «Nous avons tellement diminué le nombre d'heures travaillées que, mécaniquement, nous avons augmenté la productivité par heure travaillée. Mais le drame est que le nombre d'heures travaillées est fondamentalement insuffisant. Cela est particulièrement flagrant chez les moins de 25 ans et les plus de 55

ans, dont le taux d'emploi est complètement décroché de la moyenne de nos principaux compétiteurs. Tout l'enjeu de la croissance française est là.»

Représentant la part de la population en âge de travailler qui occupe effectivement un emploi, le taux d'emploi en France d'était que de 24 % pour le groupe d'âge des 15 à 24 ans en 2002, contre 45 % en Allemagne, 47 % en Suède, 56 % aux États-Unis, 57 % au Canada et une moyenne de 44 % dans les pays de l'OCDE. À l'autre bout de la courbe démographique, 39 % des Français âgés de 55 à 64 ans occupaient un emploi cette année-là, soit la même proportion qu'en Allemagne mais bien moins qu'en Suède (68 %), qu'aux États-Unis (60 %), qu'au Canada (50 %), ou que la moyenne de l'OCDE (49 %).

De façon encore plus concrète, cela signifie que le taux de chômage avoisine les 25 % chez les jeunes et qu'il dépasse même les 40 % chez les jeunes peu qualifiés. «Le système éducatif français ne produit pas plus ni moins de jeunes sans qualification que les États-Unis, par exemple», dit Patrick Artus, directeur des études économiques à la Caisse de dépôt et consignation-IXIS. La différence est que le marché de l'emploi américain réussit quand même à absorber chez nous les jeunes restant sur le carreau. Cela a d'ailleurs été identifié comme l'une des causes du malaise qui règne dans les banlieues françaises et qui a mené aux récentes émeutes.

Année de bascule  
Si le manque de flexibilité du marché de l'emploi est généralement blâmé pour ce sous-emploi de jeunes Français, l'explica-

tion est tout autre concernant leurs aînés.

Le départ précipité à la retraite des travailleurs plus âgés serait d'abord attribuable, selon les experts, à la décision à courte vue des employeurs de tout faire pour pousser à la préretraite leurs travailleurs rendus au sommet de leurs échelles salariales. Ce faisant, ils se privent aussi, et privent l'économie nationale, d'une expertise et d'une productivité précieuses qui risquent fort de leur manquer dans l'avenir. Ces employeurs inconscients n'ont toutefois habituellement pas à insister beaucoup pour convaincre leurs employés les plus âgés de partir. La plupart des travailleurs français rêvent de pouvoir prendre leur retraite le plus tôt possible.

Il devient de plus en plus urgent que les choses changent en France, dit Pierre-Mathieu Duhamel. «Ces questions sont d'autant plus importantes que 2006 est une année de bascule et que, pour la première fois, il y aura plus de gens qui sortiront du marché du travail, pour prendre leur retraite, que de gens qui y entreront. Si nous ne voulons pas dévaliser notre économie de plus en plus, il nous faudra apprendre à faire plus rapidement une place à nos jeunes sur le marché du travail et à garder plus longtemps les travailleurs expérimentés.»

«Si nous réussissons à renverser la situation, poursuit le grand argentier français, il est vrai que l'on verrait sans doute la productivité horaire se dégrader un peu. Mais au total, c'est la croissance économique et notre richesse collective qui s'amélioreraient.»

Le Devoir

### LA FRANCE ET LES AUTRES (2004)

	Taux de chômage	Taux d'emploi	Croissance moyenne du PIB (en 10 ans)	Potentiel de croissance	Dépenses en R&D (en % du PIB)
France	10,0 %	62,9 %	2,3 %	1,9 %	2,19 % a
Allemagne	9,2 %	71,0 %	1,5 %	1,3 %	2,55 % a
Canada	7,2 %	73,9 %	3,4 %	2,9 %	1,94 % a
États-Unis	5,5 %	70,8 %	3,3 %	2,9 %	2,60 % a
Japan	4,7 %	73,8 %	1,2 %	1,1 %	3,15 % a
Royaume-Uni	4,7 %	72,2 %	2,8 %	2,6 %	1,90 % a
Suède	5,5 %	73,5 %	2,8 %	2,5 %	3,99 % a
OCDE	6,7 %	66,3 %	2,6 %	2,3 %	2,24 % a

a en 2003  
Source: Organisation de coopération et de développement économique

# • CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

## Offre d'emploi

### Gouvernement du Manitoba

**Spécialiste en développement des entreprises - Gestion des affaires**  
G3, Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales Manitoba,  
Équipes PRO, Somerset  
Numéro de l'annonce : 15828  
Échelle de salaire : de 51 548 \$ à 66 762 \$ par an  
Date de clôture : le 13 avril 2006

**Qualités requises :** Diplôme universitaire en agriculture, commerce, affaires, écologie humaine ou l'équivalent (une maîtrise de préférence).  
Expérience professionnelle connexe. Entregent et excellentes aptitudes à la communication; compétences en leadership; capacité de travailler en équipe; motivation personnelle; esprit d'analyse et excellent sens de l'organisation; capacité de travailler de façon autonome. Bonne connaissance de l'agro-industrie et des communautés rurales. Expérience en développement et en gestion des entreprises, et en planification, évaluation et analyse financière. Maîtrise du français et de l'anglais.

**Fonctions :** Nous sommes à la recherche d'une personne enthousiaste et novatrice pour jouer un rôle clé au sein de notre équipe, en fournissant des services complets à la clientèle agricole, au secteur agro-alimentaire et à la communauté rurale.

La personne choisie dirigera les activités de développement des entreprises en équipe afin d'améliorer les compétences en gestion des affaires des producteurs agricoles et des membres de la communauté non agricole, et appuiera les initiatives de développement des entreprises en équipe.

#### Présentez votre demande par écrit à l'adresse suivante :

Service commun de gestion des ressources humaines  
Agriculture, Alimentation et Initiatives rurales, Conservation,  
Gestion des ressources hydriques et Affaires  
intergouvernementales et Commerce  
401, avenue York, bureau 803  
Winnipeg (Manitoba) R3C 0P8  
Fax: (204) 948-4735

Nous remercions toutes les personnes qui posent leur candidature. Nous les informons que nous communiquerons seulement avec les personnes dont la candidature sera étudiée plus en détail.

Nous tiendrons compte du programme d'équité en matière d'emploi dans le processus de sélection. Nous encourageons les candidats à indiquer sur leur lettre d'accompagnement ou sur leur curriculum vitae s'ils font partie d'un des groupes suivants : les femmes, les Autochtones, les minorités visibles et les personnes handicapées.

**Manitoba**

## SOCADIS INC.

Socadis occupe une position dominante dans le marché de la distribution du livre français au Canada

En 1970, Flammarion et Gallimard, deux grandes sociétés d'édition françaises s'unissent pour fonder SOCADIS, un centre spécialisé dans la distribution de livres. Ce partage des responsabilités permet donc à des entreprises concurrentes de cohabiter et de bénéficier de l'expertise logistique d'un centre de distribution efficace dirigé par une équipe de professionnels. Socadis offre une perspective de carrière intéressante.

### DIRECTEUR/TRICE DE LA GRANDE DIFFUSION

Relevant du Directeur Général, le/la titulaire est responsable des activités de gestion des affaires et de développement des ventes de la grande diffusion (GD). Il/elle participe au comité de direction et de gestion de l'entreprise.

#### Développe des liens d'affaires dans son périmètre d'activité:

- Accroît le développement du réseau et des liens commerciaux de la grande diffusion.
- Rencontre les principaux clients et acheteurs sur une base régulière.
- Rencontre les éditeurs afin d'optimiser les partenariats et assurer le développement des plans stratégiques.
- Collabore aux lancements et activités commerciales : Salon d'achats, salon du livre, et autres événements promotionnels.

#### Développe des activités marketing et promotionnelles :

- Élabore les lignes directrices ainsi que les objectifs des plans d'affaires et de marketing des comptes majeurs en accord avec la direction générale.
- Détermine les stratégies de ventes et de développement des programmes promotionnels.
- Assure la conception de visuels pour les salons d'achats (affiches, montages publicitaires et promotionnels).
- Effectue la conception et l'achat de présentoirs destinés à la mise en marché du réseau grande diffusion.

#### Votre profil :

Une formation universitaire de premier cycle complétée par une spécialisation en administration des affaires ou en ventes. Une expertise en ventes réalisée à travers dix années de réalisations importantes dans le domaine de la distribution de détail. Des connaissances du domaine de l'édition constituent un atout des plus pertinents. Votre leadership est mobilisateur et votre style de gestion suscite le dépassement de soi. Vous avez des aptitudes pour la planification, l'organisation et le développement d'affaires. Des connaissances du domaine de l'édition de livre et du domaine littéraire et culturel sont des atouts. Le bilinguisme parlé et écrit (français/anglais) est essentiel.

Veuillez adresser votre candidature à [fbeaulac@socadis.com](mailto:fbeaulac@socadis.com) avant le 31 mars 2006.

## CARRIÈRES & PROFESSIONS

YAN HAMEL 514-985-3501  
yhamel@ledevoir.com

# CURIeux?

Qui cherche  
trouve

LE DEVOIR

♦ On n'est jamais trop curieux ♦

# Je veux

**M'investir**

L'Université de Sherbrooke propose un milieu de travail exceptionnel pour combler vos désirs de dépassement.

**Faculté de médecine et des sciences de la santé**  
La Faculté de médecine et des sciences de la santé de l'Université de Sherbrooke jouit d'une réputation de premier ordre grâce à ses innovations en pédagogie, à son adaptation constante aux besoins changeants de la société, ainsi qu'au succès de ses équipes de recherche de classe mondiale. Elle rayonne parmi l'élite internationale en tant que seule faculté au Canada et au monde francophone à être désignée centre collaborateur de l'Organisation mondiale de la santé en matière de formation en santé. L'École des sciences infirmières poursuit cette mission aux Campus de Longueuil et de Sherbrooke.

**PROFESSEURE OU PROFESSEUR EN SCIENCES INFIRMIÈRES, DOMAINE DES SOINS CRITIQUES**  
École des sciences infirmières  
Campus de Longueuil  
Offre 06-6-07-12

**Défis et champs d'expertise**

- Expérience en soins critiques
- Urgence, traumatologie
- Soins intensifs

**PROFESSEURE OU PROFESSEUR EN SCIENCES INFIRMIÈRES, DOMAINE DE LA SANTÉ MENTALE**  
École des sciences infirmières  
Campus de Longueuil  
Offre 06-6-07-11




**Défis et champs d'expertise**

- Santé mentale
- Expérience en psychiatrie
- Intervention en situation de crise

Les curriculum vitae doivent être reçus avant 17 h, le vendredi 31 mars 2006.

Visitez notre site pour connaître la description complète de ce poste et les modalités pour poser votre candidature.

[www.USherbrooke.ca/srh](http://www.USherbrooke.ca/srh)

## CARRIÈRES & PROFESSIONS

YAN HAMEL 514-985-3501  
yhamel@ledevoir.com

# CURIeux?

Qui cherche  
trouve

LE DEVOIR

♦ On n'est jamais trop curieux ♦

## UNIVERSITÉ DE MONCTON

Campus de Moncton

L'UNIVERSITÉ DE MONCTON, FONDÉE EN 1963, EST UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR DE LANGUE FRANÇAISE EN MILIEU ACADIEN, REGROUPANT TROIS CONSTITUANTES SITUÉES DANS LES RÉGIONS LES PLUS FRANCOPHONES DU NOUVEAU-BRUNSWICK, SOIT À EDMUNDSTON, À MONCTON ET À SHIPPAGAN.

LE CAMPUS DE MONCTON RECHERCHE DES CANDIDATURES AU POSTE SUIVANT :

### TITULAIRE DE LA CHAIRE DE RECHERCHE MCCAIN EN ETHNOLOGIE ACADIENNE

#### Situation :

À la suite d'un important don de la fondation McCain, l'Université de Moncton inaugure une Chaire en ethnologie acadienne au sein du Département d'études françaises de la Faculté des arts et des sciences sociales. L'ethnologie acadienne est un sujet d'enseignement et de recherche au Département d'études françaises depuis le début des années 1970. La Chaire de recherche en ethnologie acadienne aura pour objectif de mettre en valeur, de développer et de transmettre les connaissances dans le domaine de la littérature orale et des traditions populaires acadiennes au moyen de la mise en place et de la poursuite d'un important programme de recherche dans la discipline. Celui-ci comprendra le travail de terrain, l'exploitation des ressources sonores et archivistiques du Centre d'études acadiennes de l'Université de Moncton, l'exploration des liens entre l'ethnologie et les autres disciplines des études acadiennes, notamment la littérature et la linguistique, ainsi que la diffusion de la recherche par le biais de publications, de conférences et de colloques. Afin de réaliser son programme de recherche, le ou la titulaire de la Chaire aura une charge d'enseignement réduite à deux cours par année répartis sur les trois cycles d'études.

#### Fonctions :

Vous serez appelé(e) à concevoir et à réaliser un programme de recherche et de publications sur la littérature orale et les traditions populaires acadiennes, en plus d'assurer l'enseignement des cours d'ethnologie et l'encadrement des étudiantes et étudiants au premier cycle et aux cycles supérieurs. Vous devrez aussi établir une collaboration et des échanges avec les autres professeurs et professeurs travaillant dans le domaine des études acadiennes à l'Université de Moncton, de même qu'avec les collègues de votre discipline dans les autres universités canadiennes et étrangères, et participerez au fonctionnement du département, de la faculté et de l'Université.

#### Exigences :

Vous possédez un doctorat en ethnologie et une excellente connaissance du domaine acadien, une expérience pertinente de l'enseignement et de la direction d'étudiantes et d'étudiants aux trois cycles universitaires, un dossier de recherche substantiel et de nombreuses publications dans votre discipline, et une capacité à obtenir des fonds externes de recherche. Enfin, la maîtrise de la langue française, tant à l'oral qu'à l'écrit, est essentielle.

#### Entrée en fonction, mandat et traitement annuel :

L'entrée en fonction est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 2006 et le mandat est de cinq ans, renouvelable. Le ou la titulaire sera embauchée au rang de professeur adjoint ou de professeur agrégé à un poste en voie de permanence. Le traitement annuel est établi selon la formation et l'expérience. Les critères servant à établir le rang professoral et le traitement annuel sont régis par la convention collective.

La date limite de réception des dossiers de candidature est fixée au jeudi 13 avril 2006. Les personnes désireuses de soumettre leur candidature sont priées de faire parvenir un dossier complet comprenant une lettre de présentation, un curriculum vitae, trois lettres de recommandation, des tirés à part et des évaluations d'enseignement, ainsi qu'un projet de programme de recherche pour les cinq prochaines années, à : Madame Isabelle McKee-Allain, Ph. D., doyenne, Faculté des arts et des sciences sociales, Université de Moncton, Campus de Moncton, Moncton (N.-B.) EA 3Eg. Téléphone : (506) 858-4018; télécopieur : (506) 858-4166; courriel : [mckee-ai@umoncton.ca](mailto:mckee-ai@umoncton.ca)

L'Université de Moncton souscrit à l'équité en matière d'emploi et encourage les candidatures de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences relatives à l'immigration, ce concours s'adresse en priorité aux citoyennes et citoyens canadiens ainsi qu'aux personnes ayant obtenu le droit d'établissement au Canada.

[www.umoncton.ca/resshum](http://www.umoncton.ca/resshum)

## UNIVERSITÉ LAVAL

### PRATIQUES D'INTERVENTION EN SCIENCES DE L'ORIENTATION

Poste de professeure, professeur

DÉPARTEMENT DES FONDEMENTS ET PRATIQUES EN ÉDUCATION

Clôture du concours : le 21 avril 2006.  
Date d'entrée en fonction : le 1<sup>er</sup> août 2006.

[www.fse.ulaval.ca/affichages](http://www.fse.ulaval.ca/affichages)

En vertu de son Programme d'accès à l'égalité, l'Université Laval entend consacrer la moitié de ses postes vacants à l'engagement de femmes. En accord avec les exigences du ministère de Citoyenneté et Immigration du Canada, cette offre est destinée en priorité aux citoyennes et citoyens canadiens et aux résidentes et résidents permanents du Canada.

[www.ulaval.ca](http://www.ulaval.ca)

Première université francophone en Amérique.  
L'Université Laval est l'une des plus importantes universités du Canada. Activement engagée dans son milieu, elle offre un environnement de formation et de recherche de premier plan au cœur de Québec, ville du patrimoine mondial de l'UNESCO.

### RELATIONS DU TRAVAIL

2 postes de professeurs, professeurs

DÉPARTEMENT DES RELATIONS INDUSTRIELLES

Clôture du concours : au plus tard le 8 avril 2006

Date d'entrée en fonction : à compter du 1<sup>er</sup> août 2006

[www.rti.ulaval.ca/site/departement/offreEmploi.asp](http://www.rti.ulaval.ca/site/departement/offreEmploi.asp)

### DROIT

3 postes de professeurs, professeurs

Poste en droit international

Poste en droit privé

Poste en droit pénal

Clôture du concours : le 13 avril 2006.

Droit international : le 13 avril 2006.

Droit privé : le 13 avril 2006.

Droit pénal : le 15 mars 2006.

Date d'entrée en fonction : le 1<sup>er</sup> août 2006.

[www.fd.ulaval.ca](http://www.fd.ulaval.ca)

## ÉCONOMIE

## Les profits de la Bourse de Montréal ont bondi de 69 % en 2005

Les profits de la Bourse de Montréal ont bondi de 69 % en 2005, pour atteindre 15,1 millions. L'institution qui se spécialise dans les produits dérivés avait engrangé des profits de neuf millions en 2004.

L'augmentation des profits est attribuable à un niveau record du volume de transactions sur le marché canadien des produits dérivés — en hausse de 33 % par rapport à 2004 — ainsi qu'à la quote-part des bénéfices réalisés par la Boston Options Exchange (BOX), une Bourse d'options américai-

ne dont la Bourse de Montréal est propriétaire à hauteur de 31,4 %.

Les revenus totaux ont atteint 63,2 millions, comparativement à 52,3 millions en 2004. Ces données ne tiennent pas compte d'un gain non récurrent de cinq millions relatif à une transaction réalisée au premier trimestre 2004.

La Bourse de Montréal a précisé hier que l'augmentation de ses revenus découle notamment de la hausse de 34 % des revenus de transactions, qui se sont établis à 26,4 millions, ainsi qu'à l'accroissement de 28 %, à 15,6

millions, des revenus des services informatiques relatifs à la gestion des opérations techniques de BOX.

Au cours de l'année 2005, l'équipe des technologies de l'information a notamment implanté à la Bourse de Montréal un nouveau logiciel de négociation électronique pour des transactions boursières, baptisé SOLA. L'institution montréalaise a d'ailleurs fait savoir hier que cette nouvelle plateforme a été choisie par la BOX, qui l'a préférée à des produits concurrents.

Presse canadienne

## MERCK FROSST

SUITE DE LA PAGE C 1

constante dégradation. Même les compagnies pharmaceutiques européennes ont démenagé leurs centres de recherche de l'Europe vers les États-Unis.

M. Marcheterre explique cette attirance américaine par le fait que les États-Unis sont un pays qui constitue à lui seul la moitié du marché mondial des produits pharmaceutiques, qu'il offre un environnement d'affaires plus favorable où les prix sont «justes et raisonnables». En ce qui concerne le Canada, malgré les efforts faits, particulièrement au Québec, pour créer un environnement favorable à la recherche dans les sciences de la santé, la part des investissements mondiaux en recherche et développement n'est que de 1 %, alors que ses ventes représentent 2 % du marché mondial. Les investissements en R-D ont tout de même augmenté de 700 % en 10 ans pour atteindre un milliard de dollars. En 2004, les sciences de la vie créaient 37 000 emplois dans la région de Montréal et les nouveaux investissements totalisaient 450 millions par année.

Selon le président de Merck Frosst, pour que Montréal conserve sa base et la fasse croître, il faut développer une stratégie et déployer rapidement un plan d'action. À son avis, une telle stratégie devrait s'inscrire dans une démarche qui impliquerait les gouvernements du Canada, de l'Ontario et du Québec, pour établir d'abord quelles devraient être les avenues de chacun et se concentrer ensuite sur un choix de stratégie. Dans le monde privé, universitaire et municipal, tout le monde ne demanderait pas mieux que d'être consulté, de participer à des comités et des groupes de travail, soutient-il.

M. Marcheterre avoue sa déception de constater qu'il n'y a pas de choix de stratégie même si, en 2003, le ministre fédéral Allan Rock parlait d'en avoir une; or, on n'en a pas entendu parler depuis. L'élaboration d'une stratégie implique la participation de tous à la démarche. La Chambre de commerce de Montréal a déjà eu un comité de santé, il y a eu les grappes de l'ex-ministre Gérald Tremblay devenu maire de Montréal; d'autres groupes ont aussi mis la main à la pâte, si bien qu'il y a eu jusqu'à six infrastructures en place. Tout cela a été repris par Montréal International, ce qui a donné la grappe InVivo qui, selon M. Marcheterre, devrait voler de ses propres ailes, mais avec une mobilisation de tous — secteur privé, gouvernement, universités, etc.

Pour sa part, Merck Frosst Canada, qui en décembre dernier annonçait des mesures de compression et l'élimination de 300 postes, «essaie d'atteindre une stabilité des coûts», mais sans envisager de nouvelles coupures de postes. Il pourrait plutôt procéder à des réaménagements de travail. Outre la publicité récente faite par José Théodore pour son produit, le Propicia, dont la vente fait présentement un bond inattendu, l'entreprise prévoit un retour prochain à la croissance avec de nouveaux produits, tels un vaccin pour la prévention du cancer du col de l'utérus et un nouvel agent pour le traitement du diabète de type 2. Ces deux produits pourraient créer 175 postes, qui seraient comblés par du personnel déjà à l'emploi de la compagnie. Merck Frosst a apporté un changement plutôt majeur en signant au moins une cinquantaine d'ententes par année avec de petites entreprises qui lui fournissent des expertises complémentaires, par exemple le Robarts Research Center de London en Ontario, qui est un fournisseur d'imagerie médicale.

Le Devoir

Le Devoir

## Les ventes d'automobiles ont augmenté

Ottawa — Les ventes de véhicules automobiles neufs au Canada ont commencé l'année sur une note positive, ayant augmenté de 1,4 % en janvier par rapport à décembre. En dévoilant ces données hier, Statistique Canada a souligné qu'il s'agit de la troisième hausse mensuelle en quatre mois.

Les concessionnaires ont vendu 137 614 véhicules neufs en janvier, soit environ 1900 de plus que le mois précédent. En comparaison, la moyenne mensuelle enregistrée en 2005 a été de 135 860 véhicules.

Les deux tiers de l'augmentation des ventes de véhicules automobiles neufs observée en janvier sont attribuables aux voitures particulières, dont les ventes ont progressé de 1,8 % pour atteindre 71 098 véhicules et dépasser le chiffre des 70 000 véhicules pour la première fois depuis octobre 2005.

Les ventes de camions (y compris les minifourgonnettes, les véhicules utilitaires sport, les camions légers et lourds, les fourgonnettes et les autobus) ont progressé de 1 % en janvier, après avoir connu une baisse semblable en décembre.

Presse canadienne

EN BREF

## La collusion du luxe

Paris — Une douzaine de grands noms du luxe et trois chaînes de distribution de parfums et cosmétiques ont été condamnés hier en France à de lourdes amendes pour entente illicite sur les prix au détriment des consommateurs. Les autorités de la concurrence, qui s'étaient auto-saisies, ont infligé une amende globale de 46,2 millions d'euros à 13 sociétés exploitant des marques de parfums et cosmétiques de luxe, ainsi qu'aux distributeurs Marionnaud, Nocibé et Séphora. Ces fournisseurs fixaient à leurs distributeurs le «prix public indicatif», ainsi que le taux de remise maximum qu'ils étaient autorisés à pratiquer, de façon à uniformiser vers le haut les prix de détail des produits. — AFP

## FREIN

SUITE DE LA PAGE C 1

2004, les prêts sans mise de fonds sont passés de 3 % à 16 %. Les prêts effectués avec une prime de risque, auprès de gens lourdement endettés et n'ayant pas un bon crédit, ont connu une «forte croissance» et représentaient 20 % des prêts en 2004.

Le Mouvement Desjardins ne conclut pas toutefois à une situation catastrophique. En ce qui concerne le prix des maisons, dit-il, même si la croissance de 1995 à 2005 s'est avérée deux fois plus forte que celle du revenu disponible par habitant, la faiblesse relative des taux d'intérêt fait en sorte que l'accessibilité à la propriété est grosso

modo la même depuis le début des années 90. Pour qu'il y ait baisse de prix, a dit l'étude, il faudrait un déséquilibre entre l'offre et la demande. Or le stock de maisons «reste à un très faible niveau historique».

L'étude mentionne que le contexte est bien pire en Europe. Les prix en Grande-Bretagne et en Irlande, par exemple, ont doublé en cinq ans. À ce chapitre, les banques centrales du G10 se sont inquiétées avant-hier des prix dans certains pays de la zone euro. Selon la Banque centrale européenne, la situation n'est «pas encore alarmante, mais il faut la surveiller de près».

Le Devoir

## DUTIL

SUITE DE LA PAGE C 1

proposition du fondateur. L'action de classe A de Canam a clôturé hier à 9,58 \$, en hausse de 53 ¢ ou de 5,9 %, non loin de son sommet des 52 dernières semaines, à 9,65 \$.

Tout en permettant de valoriser et de rendre monnayables les actions de classe C de Marcel Dutil, cette restructuration proposée s'inspire des règles de bonne gouvernance et vient répondre

aux réticences de certaines grandes places boursières, toujours plus réfractaires au recours à ces actions qui viennent séparer la propriété du contrôle. Pour les actionnaires minoritaires, l'élimination de cette double catégorie permet d'ajouter à la liquidité du titre et d'éliminer un irritant à l'élargissement du bassin de détenteurs potentiel, a expliqué Louis Guertin.

Le Devoir

## SONDAGE

SUITE DE LA PAGE C 1

appui à l'usine locale de Bombardier qui emploie 1000 personnes et dont le carnet de commandes est vide. Le premier ministre Jean Charest avait dit, par la suite, qu'il pourrait éventuellement se passer d'un processus d'appel d'offres dans cette affaire.

La bataille entre Bombardier et Alstom est en cours depuis quand même quelques mois, note Sylvain Roy, le responsable du sondage à la firme SOM. On peut

imaginer qu'au moins «une petite partie» des répondants étaient au courant de ses multiples enjeux. «De toute manière, le but du sondage était de se situer sur le plan du principe d'octroyer ou non un contrat comme celui-là sans appel d'offres. La réponse, comme il fallait s'y attendre, a été claire. Quelle aurait été cette réponse si l'on avait parlé d'Alstom et Bombardier, ou de l'usine de La Pocatière? C'est difficile à dire.»

Le Devoir

Le Devoir

## LES PETITES ANNONCES

## AVIS DE DÉCÈS

## LES PETITES ANNONCES

DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00

Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

Téléphone: 985-3322  
Télécopieur: 985-3340

Conditions de paiement: cartes de crédit



121

ESTRIE

BROMONT-SUR-LE-GOLF  
Cottage 3 c.c. + bachelot 2 toyers.  
Garage. Services. Vieux-village.  
329 000\$ 450-534-1272

160

APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

1530 Dr Penfield  
2<sup>nd</sup> + 3<sup>rd</sup> + 4<sup>th</sup> en béton  
Garden, piscine, dépanneur,  
buanderie, salle de gym.  
514-935-4833

C.D.N. - Place Bradford - 7 1/2  
Allée piétonne avec jardin devant.  
Diplôme, r.-de-ch., 1<sup>er</sup> lumineux, réno-  
vé, 3 ch., + 1, 2 s/bain, 5 électros,  
3<sup>rd</sup> bois, garage, 1 500\$ chauffé,  
électro. Libre imm. 514-735-1957

CENTRE-VILLE - PRIX RÉDUIT  
1280 St-Marc  
2 1/2 - 3 1/2 - 4 1/2 rénovés  
Chaudières, piscine.  
514-937-6897  
514-903-0262

DISCRIMINATION  
INTERDITE

La Commission des droits de la  
personne du Québec rappelle que  
lorsqu'un logement est offert en lo-  
cation (ou sous-location), toute per-  
sonne disposée à payer le loyer et  
à respecter le bail doit être traitée  
en pleine égalité, sans distinction,  
expulsion ou préférence fondée sur  
la race, la couleur, le sexe, la pros-  
série, l'orientation sexuelle, l'état  
civil, l'âge du locataire ou de et à  
ses enfants, la religion, les convic-  
tions politiques, la langue, l'origine  
ethnique ou nationale, la condition  
sociale, le handicap ou l'utilisation  
d'un moyen pour pallier ce handi-  
cap.

LES-DES-SOEURS Grand 5 1/2  
3 c.c. fermées, 2 s. de b.,  
900\$ chauffé. 514-846-9616

LAURIER-HITCHCOCK  
4 1/2 rénové, 5 électros, stat. ext.  
3 mois gratuits avec bail 1 an.  
2 mois gratuits avec bail 2 ans.  
Libre. 1300\$  
514-924-4383 514-846-7275

LOFT à 2 pas métré Berni/QUAM  
4 électros + a/c., électro ind.  
Sécurité, propre. Propriétaire sur  
place. 920 \$/m. 514-286-8180

160

APPARTEMENTS ET  
LOGEMENTS À LOUER

Le Delmar Coûtresse  
POINTE-CLAIRE  
Magnifiques 1 1/2 à 5 1/2.  
Prix abordable,  
près des services  
et centres commerciaux.  
Stat. ext.  
514-697-4045  
Immédiat, mai, juin et juillet.  
www.coglin.net

MÉTRO LAURIER  
4 1/2 ouvert, bois-franc, lavab./bch.  
Disp. 1<sup>er</sup> avril. 850\$ chauffé.  
450-601-7308 514-270-4731

N.D.G. - 4 1/2 rénové dans petit  
immeuble prestigieux rue Sher-  
brooke. Pr. arrêt bus + services.  
Chauffage indépendant. Idéal culi-  
nataire. Libre. 685\$ 514-482-5304

NDG beau 5 1/2 2<sup>e</sup> de triplex.  
Bois franc. Boisées. Les entrées  
Très éclairées. 514-487-5914

OUTREMONT  
Gr. 3 1/2, 2 gr. pièces fermées.  
Endroit calme. Libre 1<sup>er</sup> avril.  
825 \$ 514-276-8954

OUTREMONT ADJ. St-Justine  
réc. 6 1/2 chauffé, tout rénové,  
boisées, terr. stat. Electro ind.  
Libre mars/1500\$ 514-345-1569

Près métro J-Talon et Fabre  
5 1/2 Bas duplex. Ensol. Piscine  
pour pers. tranquille n-fum. Libre  
25 Mars 800\$ 514-270-1782

Près UDEM  
Spacieux 3 1/2 et 4 1/2, lumineux,  
2 électros, chauffe + eau chauds  
514-739-9983

QUARTIER LATIN  
5 1/2 rénové, 1950 p.c., a/c.  
4 électros, insonorisé, ensoleillé.  
Libre. 1150\$ 514-776-6200

ST-LAMBERT Quartier recherché  
Gr 5 1/2 haut duplex épisodiel,  
pebble pour pers. tranquilles.  
Non-fum. 1100\$ chauffé, désigné.  
Juillet. 450-672-0544

163

OFFRE À PARTAGER

Pied-à-terre NDG-Beau gr 4 1/2,  
déserté la semaine. Idéal pour pied-  
à-terre (lond. au vend.) Prox.  
métro et services. 500\$ tt incl.  
Suzanne 514.481.0198 (w-e)  
819.562.5301 (semaine)

RECHERCHÉ: CANDIDATS  
de 55 ans ou +, distingués, discrets,  
affables et autonomes à la recher-  
che d'un logis paisible à proximité  
du parc De La Visitation et  
des services à Ahuntsic  
pour partager mon duplex.  
514-388-0120. Mme L.

164

CONDOMINIUMS À LOUER

ATWATER - Près du marché  
2 lofts, luxueusement rénovés et  
équipés dans immeuble industriel.  
Libre. A Voir!  
514-898-8586  
www.loftsambroise.blogspot.com

170

HORS FRONTIÈRES À LOUER

\*\*\* PARIS VII - XV \*\*\*  
Superbe 2 1/2 (Champ-de-Mars)  
Tl rénové et équipé, très ensoleillé.  
Sur jardin Sem/mois 514-272-1803

À PARIS (Montmartre)  
Près des vignes, charmant apprt.  
3 pièces, tout équipé. 1 à 4 pers.  
Sem/mois. 450-677-3727

À PARIS - Bastille, Marais,  
390 à 550 euros/sem.  
Providence - 4 ou 5 pces à Toulon  
400 euros+  
xyzapl@yahoo.fr

PARIS-Provence-Corse-Côte d'A-  
zur. location-france-quebec.com

175

MAISONS DE CAMPAGNE À LOUER

FRELIGHTSBURG, meublé  
(4 chambres à coucher);  
semaine, mois ou à l'année;  
la semaine: 514-939-1205;  
les fins de semaine: 450-296-5152

GASPESIE - BORD DE MER  
Newport 3 c.c. Sem. 418-653-5563  
http://pages.videotron.com/luigi

176

CHALET À LOUER

À SAINT-FULGENCE  
20 min Chicoutimi-Th Tadoussac  
Vue superbe sur le Saguenay.  
3 c.c. Accès privé à la plage.  
Ferme bio. 600\$/sem.  
www.lesjardinsdesnoms.com  
418-674-1787 (Nathalie)

ILES-DE-LA-MADELINE  
Bord de la mer chalets à louer.  
À la sem. meublés, 5 min. plage  
450\$/sem Juillet/août

Spécial: mai/juin/sept. 350\$/sem.  
418-986-2207 418-986-5105

ORFORD - 4 1/2 MEUBLE  
2 étages, foyer, piscine, Cachet.  
1 km golf et parc.  
514-527-3807

PERCÉ, maison 2 étages, équipée,  
3 c.c., foyer, vue panoramique.  
Sem/mois. 514-733-8290

251

BUREAUX À LOUER

3448 rue ST-DENIS  
(métro Sherbrooke) - Bureau 500  
p/p et 1500 p/p stat. 450-229-5402

251

BUREAUX À LOUER

ANJOU  
4662 p.c.  
Nouvel immeuble  
10945, Louis H. Lafontaine  
Sous-location  
Disponible imm.  
CELINE DION  
450-771-0400

OUTREMONT, rue Laurier  
Face église St-Viateur  
Immeuble de prestige

1<sup>er</sup> étage, 1500 p/p, localisation  
agréable, 2400\$. 514-770-1160

PARTAGE DE BUREAUX  
Coin René-Lévesque / St-Urbain  
(8 pas Palais des Congrès)

LOCAUX NEUFS  
Avec services, s/conference, etc.  
Yvon Rudolphe MBA, EA,  
Adm. A. 514-362-8008

301

EUVRÉS D'ART

ACHETONS tableaux originaux  
Normand Hudon et autres  
peintres renommés 450-466-8920

307

LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"  
achète à domicile livres de qualité  
en tout genre. (514) 914-2142  
4487 de la Roche-M-Royal

309

COLLECTIONS

TIMBRES ACHÈTE COLLECTION  
ou accumulation. 514-626-2850  
cougarc@videotron.ca

342

VÊTEMENTS, FOURRURE

MANTEAUX DE FOURRURES  
Castor naturel très long,  
très bonne condition. Gr. 8 ans  
1000 \$ ou meilleur offre.  
Rat musqué, vert bouteille,  
gamme de renard vert, très design.  
Gr. 8 ans 1000\$  
514-702-7706

450

EMPLOIS DIVERS

STE-ADÈLE-EAU À LA BOUCHE  
Spa Nordique-Ouverture avril 06  
On demande masseuses/therapeutes  
avec exp. en massage suédois.  
Membres de l'Association.  
Statut: travailleur autonome.  
Faxier c.v. à 450-229-7573

TRAVAILLEUR AUTONOME  
Avec ou sans auto. Bureau, vente,  
informatique, service à la clientèle.  
Mode, comm., art & beauté.  
Design, graphisme, publicité.  
Immigrant bilingue, stage.  
Prof. dynamique. 514-962-9965

501

OCCASIONS D'AFFAIRES

JOURNALISTE cherche  
financement (5 000\$)  
pour terminer rédaction d'un roman  
(Faits Vécus). Max. 6 mois.  
Rayonnement international.  
Sérieux seulement. 514-730-8394

530

COURS

ACCENT SUR PRONONCIATION  
en ANGLAIS.  
Diction, lecture publique.  
Évaluation gratuite. 514-279-4679

ATELIER D'ÉCRITURE À MTL  
Sylvie Massicotte Inf 450-247-0489

COURS D'ENCADREMENT  
30 heures, ou plus.  
Ateliers pratiques pour débutants,  
groupes limités.  
Prochains cours:  
avril 2006.  
(514) 772-9046,  
www.micromusee.com.

NOUVEAU: ART-THÉRAPIE  
par l'ÉCRITURE. 514-344-3436

575

DÉMÉNAGEMENTS

G. JODOIN TRANSPORT INC.  
Déménagements de tous genres.  
Spécialité: appareils électriques  
Assurance complète. 253-4374

675

BATEAUX, YACHTS, VOILIERS

TRAWLER 89  
Prima 45, 2X 375HP, Bnk, 2 c.c.,  
2 s.b., 3 a/c. Tout équipé. Floride.  
Prêt à naviger. 514-684-9580  
marise\_b@hotmail.com 150 000\$

435

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE

RESTAURANTS ET HÔTELLERIE



Thibault, Marc  
1922-2006

Je tiens, post mortem, à confirmer mon décès à mes parents, proches, amis et connaissances qui n'en seraient pas informés.

Je ne suis plus de ce monde depuis le 12 mars 2006. Y en a-t-il un autre? Si oui, je ferais comme il se doit et me garderais bien de vous en prévenir.

J'ai convenu avec ma femme Monique, ma fille Sophie et mon fils Luc, de renoncer à toute exposition de ma dépouille et à toute cérémonie funéraire.

Que personne, de grâce, ne s'afflige de ma mort. Moi-même d'ailleurs ai eu plutôt tendance à m'en réjouir d'avance et à me féliciter de redevenir poussière comme la sainte bible nous y incite.

# LES SPORTS

Les Jeux du Commonwealth, à Melbourne, commencent aujourd'hui

## Le Canada confie le rôle de porte-drapeau à Chantal Petitclerc

MARC DELBÈS

Melbourne, Australie — Au fil de sa carrière d'athlète, Chantal Petitclerc a beaucoup fait pour faire avancer la cause du handisport. Ses performances exceptionnelles sur les pistes d'athlétisme et son engagement personnel lui ont d'ailleurs valu de nombreuses distinctions.

Hier, elle a mérité un honneur de plus mais non le moindre lorsqu'elle a été désignée porte-drapeau de l'équipe canadienne pour les Jeux du Commonwealth de Melbourne, dont le coup d'envoi est donné aujourd'hui.

«C'est le couronnement de ma carrière», s'est exclamée Petitclerc, quelques instants après l'annonce officielle de la nouvelle lors de la réception de la délégation canadienne qui s'est déroulée au Musée de Melbourne. «C'est vrai que j'ai mérité plusieurs honneurs au cours de ma carrière et j'essaie de les apprécier chaque fois. Mais celui-ci est particulier pour moi. Les Jeux du Commonwealth constituent le seul événement international où les athlètes handicapés sont inclus à part entière avec les autres. Ma nomination prouve une fois de plus que ces Jeux cherchent vraiment à réunir tous les athlètes d'élite.

«Dans toute l'histoire du mouvement paralympique, je pense que c'est la première fois qu'une athlète ayant un handicap va porter le drapeau pour le Canada dans un événement d'envergure. Pour moi



ANDY CLARK REUTERS

Chantal Petitclerc a été désignée porte-drapeau de l'équipe canadienne pour les Jeux du Commonwealth de Melbourne, dont le coup d'envoi est donné aujourd'hui.

personnellement, mais pour mon sport aussi, c'est très significatif. Ça veut dire que nous en sommes arrivés à un point où un athlète est un athlète et qu'on ne se préoccupe plus de son moyen de locomotion. Je trouve ça vraiment le fun.»

Petitclerc estime aussi que cette nomination contribuera à la valorisation de toutes les personnes handicapées. «C'est le symbole d'une étape qui a été franchie. C'est une façon de dire que handicapé ou pas, les occasions sont les mêmes

pour tous. Et quand on a travaillé fort pour ce qu'on fait, on obtient les récompenses.»

La nouvelle du choix de Petitclerc comme porte-drapeau de l'équipe canadienne a été accueillie avec enthousiasme par les

athlètes et autres personnes présentes à la réception.

«Depuis deux jours, j'ai reçu plusieurs commentaires du genre "on pense que ça va être toi", "on espère que ça va être toi", a ajouté l'athlète originaire de Québec. Quand on sait qu'on a le respect des autres, ça fait du bien. Il faut dire aussi qu'à 36 ans, je suis une doyenne au sein de la délégation canadienne. J'ai trouvé ça inspirant depuis que je suis arrivée au village olympique que des jeunes viennent me consulter pour savoir comment j'ai appris à composer avec la pression.»

Paralysée des deux jambes depuis l'âge de 13 ans à la suite d'un accident, Petitclerc est la paralympienne qui a connu le plus de succès au Canada. Depuis les Jeux paralympiques d'été de 1992 à Barcelone, elle a totalisé 16 médailles, dont six médailles aux Jeux olympiques et paralympiques d'Athènes en 2004. Elle détient aussi quatre records du monde, dont celui du 800 mètres, l'épreuve qu'elle disputera à Melbourne.

«Chantal Petitclerc est une inspiration pour tous les Canadiens, a mentionné le D<sup>r</sup> Ross Outerbridge, chef de mission de l'équipe canadienne. Je ne peux imaginer personne plus digne de cet honneur pour représenter notre équipe et notre pays à la cérémonie d'ouverture.»

Petitclerc sera à la tête d'une délégation de 253 athlètes qui défilera au Melbourne Cricket Ground, aujourd'hui.

Presse canadienne

### HOCKEY

#### ASSOCIATION DE L'EST

	Section Nord-Est				
	G	P	DPF	BP	BC Pts
Ottawa	43	15	5	252	152 91
Buffalo	42	16	5	220	180 89
Montréal	31	24	9	184	197 71
Toronto	29	28	6	196	212 64
Boston	25	30	10	181	204 60

#### Section Atlantique

N.Y. Rangers	36	18	10	201	154 82
Philadelphie	35	20	10	213	212 80
New Jersey	33	23	8	184	182 74
N.Y. Islanders	30	29	4	184	217 64
Pittsburgh	16	37	12	188	261 44

#### Section Sud-Est

Caroline	43	15	6	241	199 92
Tampa Bay	34	27	4	197	204 72
Atlanta	31	28	6	214	220 68
Floride	26	29	9	182	198 61
Washington	22	34	7	180	244 51

#### ASSOCIATION DE L'OUEST

#### Section Centrale

	Section Centrale				
	G	P	DPF	BP	BC Pts
Detroit	44	15	5	238	165 93
Nashville	37	19	8	196	183 82
Columbus	26	36	3	164	228 55
St. Louis	20	32	11	169	223 51
Chicago	20	35	9	165	225 49

#### Section Nord-Ouest

Calgary	37	20	7	166	156 81
Colorado	37	24	6	234	205 80
Vancouver	35	25	6	212	201 76
Edmonton	32	23	10	211	211 74
Minnesota	31	28	7	194	175 69

#### Section Pacifique

Dallas	43	19	3	216	174 89
Los Angeles	36	25	5	220	218 77
Anaheim	31	20	12	189	175 74
San Jose	31	23	9	197	189 71
Phoenix	29	32	4	194	218 62

#### Hier

Buffalo à Washington	19h
N.Y. Rangers en Caroline	19h
Boston à Toronto	19h
Tampa Bay à Ottawa	19h
N.Y. Islanders à New Jersey	19h
Vancouver à Nashville	19h
Edmonton à Minnesota	19h
Phoenix à Los Angeles	19h

#### Aujourd'hui

Philadelphie en Floride,	19h
Anaheim à Detroit,	19h30
Columbus à Chicago,	20h30

#### Demain

Ottawa à Boston,	19h
Toronto à Buffalo,	19h
Washington à N.Y. Rangers,	19h
N.Y. Islanders à Atlanta,	19h
Caroline à Montréal,	19h30
Pittsburgh au New Jersey,	19h30
Phoenix à Nashville,	20h
Calgary à Edmonton,	21h
Dallas à Los Angeles,	22h30
St. Louis à San Jose,	22h30

### EN BREF

#### Tennis: Gustavo Kuerten déclare forfait pour Key Biscayne

Key Biscayne — Gustavo Kuerten s'est retiré hier du tournoi Nasdaq-100 qui sera disputé la semaine prochaine en Floride, citant des problèmes avec sa hanche. Le triple champion des Internationaux de France n'a pris part qu'à 10 tournois de l'ATP Tour depuis qu'il a été opéré à la hanche en septembre 2004. Il avait reçu une invitation pour s'inscrire à Key Biscayne. — AP

### Ski alpin

## Erik Guay ratera la descente des finales de la Coupe du monde

Are, Suède — Erik Guay devra rater la descente d'aujourd'hui aux finales de la Coupe du monde de ski alpin, des maux de dos l'ayant empêché de prendre part à la descente d'entraînement obligatoire d'hier.

Le skieur de Mont-Tremblant, le seul Canadien qualifié en vue de cette descente, s'est blessé au bas du dos en s'entraînant en slalom géant, samedi, a indiqué Canada Alpin par voie de communiqué.

Selon les règles de la Fédération internationale de ski, un athlète doit prendre part à au moins une descente d'entraînement officielle afin de pouvoir disputer une épreuve de descente. Ayant raté l'entraînement d'hier, il devra donc renoncer à la course d'aujourd'hui et plutôt se préparer en fonction du super G de demain.

«Erik a subi une compression d'un nerf durant un entraînement de routine», a indiqué Paul Kristofic, entraîneur adjoint de l'équipe canadienne de vitesse. Il n'a pas chuté et ne s'est pas retrouvé en position précaire. Il a simplement skié quelques portes en slalom géant et est sorti du parcours lorsqu'il a senti un malaise au bas du dos.

«Après avoir évalué l'état de son dos, mardi [hier] matin, les entraîneurs de l'équipe, les médecins et les physiothérapeutes ont décidé qu'il vaudrait mieux qu'il ne dispute pas la descente d'entraînement afin de lui donner deux jours de repos supplémentaires avant le super G», a ajouté Kristofic.

Classé neuvième en descente et quatrième au super G aux classements cumulatifs de la Coupe du monde, Guay était admissible aux deux épreuves pour ces finales.

François Bourque, de New-Richmond, est l'autre skieur canadien qualifié en vue du super G masculin. Geneviève Simard, de Val-Morin, Emily Brydon, de Fernie, en Colombie-Britannique, et Kelly VanderBeek, de Kitchener, en Ontario, sont qualifiées pour le super G féminin.

Les Canadiens admissibles à disputer le slalom géant sont Bourque, Stefan Guay, de Mont-Tremblant, et Thomas Grandi, de Canmore, en Alberta, du côté des hommes, ainsi que Simard chez les femmes. Grandi et Michael Janyk, de Whistler, disputeront le slalom masculin.

Presse canadienne

### BASEBALL

## Si Bonds dépasse Ruth

Scottsdale, Arizona — Les Giants de San Francisco battent du tambour si Barry Bonds dépasse Babe Ruth sur la liste de tous les temps au chapitre des circuits.

Le propriétaire de l'équipe, Peter Magowan, et le vice-président exécutif, Larry Baer, ont déclaré hier qu'ils honoreront leur joueur étoile tout en réitérant qu'ils collaboreront avec le bureau du commissaire s'il y a une enquête sur l'utilisation présumée de stéroïdes par Bonds.

Magowan et Baer sont arrivés en Arizona une semaine après la publication d'extraits d'un livre devant paraître à la fin du mois, et dans lequel il est expliqué que Bonds prend des drogues pour améliorer ses performances depuis longtemps.

«Je reconnais que c'est sérieux», a dit Magowan, qui était dans l'abri avant le match des Giants contre les Rangers du Texas. «Cela relève toujours du droit... Je ne peux faire de commentaires. C'est tout ce que je peux dire. C'est la position que nous avons prise depuis maintenant deux ans.»

La direction des Giants pense à ce qu'elle fera si Bonds rejoint, puis dépasse Ruth, dont les 714 circuits lui permettent d'occuper le deuxième rang de tous les temps.

Bonds entreprendra la saison 2006 avec 708 circuits.

«Cela ne passera pas inaperçu et sans que ce soit souligné», a dit Baer. «C'est un de nos joueurs et ce serait une grande réalisation. Nous ne nous abstenons pas. Nous ne garderons pas le silence.»

Bonds a évolué au champ gauche dimanche pour la première fois du printemps et a réussi un circuit contre les Padres de San Diego, à sa quatrième présence seulement depuis le début du camp des Giants.

Magowan insiste pour dire qu'il mettrait de nouveau sous contrat Bonds, qui a été choisi dans l'équipe d'étoiles à 13 reprises depuis qu'il a joint les Giants en 1993 après avoir passé les sept premières années de sa carrière dans les ligues majeures avec les Pirates de Pittsburgh.

Associated Press

### LE CANADIEN

## Sheldon Souray a retrouvé son jeu d'il y a deux ans

FRANÇOIS LEMENU

Sheldon Souray est redevenu, au cours des 20 derniers matchs, le défenseur qu'il était il y a deux ans. Il avait alors établi des records personnels pour le nombre de buts (15), de passes (20) et de points (35). Son rendement lui avait d'ailleurs valu une invitation au match des étoiles. Son nom a même fait partie de la liste préliminaire de l'équipe olympique canadienne.

«J'ai entrepris la saison en voulant prouver que mes succès d'il y a deux ans n'étaient pas de la chance, a-t-il expliqué. Malheureusement, les choses n'ont pas tourné comme je l'espérais. Je me suis mis énormément de pression sur les épaules, ce qui n'est pas une chose à faire à Montréal, où la pression est déjà assez forte d'avance. J'ai aussi essayé de nouveaux bâtons avec lesquels je n'ai jamais été à l'aise.»

A travers tout ça, Souray, âgé de 29 ans, a vécu un divorce qui l'a éloigné de sa fille Valentina.

Mais depuis la mi-janvier, le défenseur natif de l'Alberta a retrouvé son jeu. C'est encore plus vrai depuis la fin des Jeux olym-

piques. Lundi soir contre le Lightning de Tampa Bay, le défenseur de 6 pieds 4 pouces et 226 livres a joué près de 30 minutes (29 min 23 s) en l'absence d'Andrei Markov, blessé. Il s'agissait pour lui d'un sommet cette saison. Face aux Flyers de Philadelphie, le 6 mars, il a enregistré neuf tirs au but. Contre les Islanders de New York, le 28 février, il a amassé trois passes. A ses 20 derniers matchs, il a marqué quatre buts et récolté 10 aides.

«Je ne suis pas différent des autres joueurs», dit-il. «Je joue mieux lorsque je joue souvent.»

Depuis quelques matchs, Souray est associé à Craig Rivet, l'entraîneur Bob Gainey ayant décidé de réaménager ses duos de défenseurs. «Ce n'est pas la première fois que j'évolue avec Craig», rappelle Souray. Michel Therrien nous avait réunis durant quelques rencontres alors qu'il était entraîneur. Les choses allaient vraiment bien jusqu'à ce qu'une blessure vienne nous séparer.»

Des rumeurs d'échange démenties  
Des rumeurs de transaction

Presse canadienne

### Sudoku

par Fabien Savary

8	9		5		4
	2			8	
	4			3	1
	1	7		2	9
		6		3	
		8			
				4	5
			2	1	
5	9				6
					1

Niveau de difficulté : DIFFICILE

0205

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

4	8	6	7	9	3	2	1	5
7	9	3	2	5	1	4	8	6
2	5	1	4	8	6	9	7	3
9	6	5	1	7	8	3	4	2
1	3	4	6	2	5	7	9	8
8	2	7	9	3	4	5	6	1
6	4	2	3	1	9	8	5	7
5	7	9	8	6	2	1	3	4
3	1	8	5	4	7	6	2	9

0204

### SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary. En exclusivité sur le site des Mordus. [www.les-mordus.com](http://www.les-mordus.com)

**Environnement Canada**

**Montréal**

**Prévisions météo**

Aujourd'hui	Ce soir	Jeu	Ven	Samedi
Possibilité d'averses de neige max -1	Déjà min -4	Ensoleillé max 0, min -4	Ensoleillé max 0, min -6	Possibilité d'averses de neige max 0, min -3

**La météo en un clin d'œil**

Hier	Normales
Max. 4	0,8
Min. 1	-7,2
Precip. 5,4 mm	

Phases de la lune

3/22 3/29 4/5 4/13

Lever du soleil 6:07 Coucher du soleil 18:02 Indice UV 7-7

Indice UV 0-3 4-6 7-9 10-11

Description Pluie Neige Vent Ciel

**Canada**

St. John's	☁	2/-2
Halifax	☁	3/1
Ottawa	☁	0/-5
Toronto	☁	2/-3
Winnipeg	☁	-7/-17
Edmonton	☁	-3/-14
Regina	☁	-6/-13
Vancouver	☁	9/5
Whitehorse	☁	-18/-31
Yellowknife	☁	-9/-22

**Le monde**

New York	☁	9/4
Chicago	☁	5/-6
Atlanta	☁	15/2
Miami	☁	24/20
Los Angeles	☁	25/18
Rio de Janeiro	☁	29/24
Amsterdam	☁	3/-4
Moscou	☁	2/-7
Paris	☁	6/-3
Sydney	☁	29/22

Parlez directement avec un prévisionniste

**Météo Conseil**  
1-900-565-4455  
Frais applicables

Pour le dernier bulletin météo en ligne, consultez le site Web météo à TURL [www.meteo.ec.gc.ca](http://www.meteo.ec.gc.ca)  
La météo canadienne sur le Web